



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

D2023-0683

Envoyé le 27/06/2023



**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale de l'Essonne**

Évry-Courcouronnes, **26 JUIN 2023**

Nos réf. : A2023-

D2023-**0683**

Affaire suivie par : Matthieu JEAMBEAU

Tél. : 01.60.76.34.82

Courriel : matthieu.jeambeau@developpement-durable.gouv.fr

Objet :

Dossier de réexamen IED BREF WT

Exploitant concerné :

DERICHEBOURG – REVIVAL à ATHIS MONS

Copie : BUPPE

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	DERICHEBOURG - REVIVAL
Adresse de l'établissement	37/43 quai de l'industrie – 91200 ATHIS MONS
Adresse administrative du groupe	ZI n°4, Valenciennes - 59880 SAINT-SAULVE
Activité	Plateforme de transit/broyage des métaux et dépollution des VHU
Régime	Autorisation – IED
Principales rubriques de classement	3532, 2791
Principaux enjeux des activités de l'établissement	Risques incendie, émissions dans l'air, pollution des sols.

1. Contexte et objet du rapport

La société DERICHEBOURG dont le siège social est situé ZI n°4, Valenciennes – 59880 SAINT-SAULVE exploite au 37 quai de l'industrie sur la commune d'ATHIS MONS des activités de traitement des déchets relevant de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « directive IED ».

S'agissant du secteur du traitement des déchets, la commission européenne a publié le 17 août 2018 la décision d'exécution n° 2018/1147 du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT). Cette décision d'exécution fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associés. Cette publication déclenche le réexamen des prescriptions de l'autorisation des installations prévu à l'article L.515-28 du code de l'environnement.

D'autre part, pour transposer les dispositions des conclusions des MTD, le ministère de la Transition Écologique a publié l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet :

- un dossier de réexamen qui permet de comparer le fonctionnement des installations avec les meilleures techniques disponibles définies dans le document de référence européen ;
- s'il n'a pas déjà été fourni, un rapport de base décrivant l'état du sol et des eaux souterraines conformément aux dispositions de l'article R 515-81.

Ces informations permettent de procéder au réexamen, et au besoin à la réactualisation des prescriptions définies dans l'arrêté d'autorisation de l'installation, la mise en conformité des installations devant être réalisée avant le 17 août 2022.

Dans ce cadre, la société DERICHEBOURG a transmis :

– le rapport de base par courrier du 18 juillet 2014. Suite à une demande de compléments adressée le 21 juillet 2015, une nouvelle version du rapport de base a été adressée à l'inspection des installations classées le 27 avril 2016 ;

– le dossier de réexamen par courriel du 24 janvier 2020. L'examen de ce dossier ayant permis de relever certaines incohérences, une demande de compléments a été transmise à l'exploitant par courrier du 12 octobre 2020. Par courriel du 14 avril 2022, l'exploitant a transmis une mise à jour de son dossier de réexamen des conditions d'exploitation.

Le présent rapport propose à Monsieur le Préfet de l'Essonne les suites qu'il convient de donner à l'issue de l'instruction du dossier de réexamen.

2. Situation administrative du site

Les installations exploitées par la société DERICHEBOURG relèvent du classement IED pour la rubrique suivante :

N° de rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et Volume autorisé	Régime
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : – traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Capacité de broyage du site = 1 000 tonnes par jour.	Autorisation

3. Synthèse du dossier de réexamen

3.1 Caractère complet du dossier

Le dossier de réexamen comporte les éléments suivants :

1° Le périmètre IED

Le site a été exploité dès 1956 par la société CFF. En 2005, la société CFF RECYCLING REVIVAL a bénéficié de l'arrêté préfectoral n°2005-PREF.DCI 3/BE.0123 imposant des prescriptions techniques complémentaires.

Un nouvel arrêté référencé n°2011.PREF.DRIEE.0091 du 29 juin 2011 a permis d'actualiser les prescriptions de fonctionnement compte tenu des nouvelles activités exercées sur le site. L'article 1 de cet arrêté mentionne l'activité de traitement des déchets non dangereux, précisant que les quantités de déchets broyés par jour sont de : 1 000 tonnes de déchets métalliques, 20 tonnes de déchets métalliques découpés au chalumeau, 19 tonnes de pneumatiques usagés et 0,5t de plastiques usagés.

Les deux activités principales du site sont les suivantes :

- Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971 ;
- Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.

Par déclaration du statut IED du 4 novembre 2013, la société REVIVAL a déclaré la rubrique principale n°3532 – Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour.

La décision d'exécution de la commission UE 2018/1147 du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles pour le traitement des déchets, au titre de la Directive 2010/75/UE du parlement européen et du Conseil, a été publié au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018.

Cette publication a déclenché le réexamen des prescriptions de l'autorisation préfectorale prévue à l'article L.515-28 du code de l'environnement.

L'exploitant s'est ainsi positionné au regard des meilleures techniques disponibles et des niveaux d'émissions associés du BREF WT.

2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation :

L'exploitant demande des dérogations concernant la surveillance des rejets dans l'eau (MTD 7). Pour les paramètres DCO, HCT, métaux, COT, MEST, l'exploitant sollicite la réalisation des analyses à une fréquence mensuelle sur une durée de 3 mois, puis si les résultats sont satisfaisants, à une fréquence semestrielle, avec un retour à la fréquence mensuelle en cas de non-respect des valeurs limites. À noter que la MTD 7 impose la réalisation de ces analyses à une fréquence mensuelle, sans modification de la fréquence en fonction des résultats de la surveillance.

L'exploitant demande également des dérogations concernant la surveillance des rejets dans l'air (MTD 8), pour les paramètres RFB, poussières, mercure, métaux et métalloïdes.

3° Le positionnement actuel et à venir pour chaque MTD :

Les installations ne sont actuellement pas conformes pour les MTD suivantes :

* MTD 7 : Surveiller les rejets dans l'eau, selon la fréquence indiquée dans les normes EN:

Fréquence de surveillance prescrite :

Paramètre	Article 6.5 du chapitre 1 du titre 3 de l'arrêté n°2005-PREF.DCI 3/BE0123 du 25 juillet 2005	BREF WT – MTD 7
DCO	Fréquence semestrielle	Fréquence mensuelle
HCT		
As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn		
Hg		
COT		
MEST		
PFOA et PFOS		Fréquence semestrielle

La fréquence d'analyse des paramètres DCO, HCT et métaux n'est pas mensuelle, elle n'est imposée qu'à une fréquence semestrielle par l'arrêté sus-mentionné du 25 juillet 2005. Par ailleurs, cet arrêté n'impose pas de surveillance pour les PFOA et PFOS, COT et MEST.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 indique que la valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Cet arrêté précise par ailleurs que le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.

C'est la raison pour laquelle seul le paramètre COT est retenu dans le tableau ci-dessous. La surveillance du paramètre DCO peut donc être abandonnée.

Valeur limite prescrite :

Paramètre	Arrêté n°2011.PREF.DRIEE.0091 du 29 juin 2011	Arrêté du 17 décembre 2019 – Annexe 3.1-X : Meilleures techniques disponibles applicables à toutes les installations
Indice Hydrocarbure	10 mg/L	10 mg/L
As	< 15 mg/L pour la somme de la concentration des éléments suivants : Pb, u, Cr, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al, Co, Ni et Ag.	0,05 mg/L
Cd		0,05 mg/L
Cr		0,15 mg/L
Cu		0,5 mg/L
Pb		0,3 mg/L
Ni		0,5 mg/L
Zn		2 mg/L
Hg		0,005mg/L
MEST	100 mg/L	60 mg/L
COT		60 mg/L

Les valeurs limites de rejet ont été modifiées par rapport aux prescriptions de l'arrêté du 29 juin 2011 sus-mentionné pour les paramètres ci-dessus.

* MTD 8 : Surveiller les rejets dans l'air, selon la fréquence indiquée dans les normes EN:

Fréquence de surveillance prescrite :

Paramètre	Arrêté n°2005-PREF.DCI 3/BE0123 du 25 juillet 2005	BREF WT – MTD 8
RFB	/	Fréquence annuelle
PCB		
métaux		
PCDD / F		Fréquence semestrielle
Poussières		
COVT		Fréquence trimestrielle
Hg		

L'arrêté du 25 juillet 2005 n'impose pas de surveillance pour les paramètres RFB, PCB, métaux, PCDD / F, poussières, COVT et Hg dans les émissions atmosphériques.

3.2 Caractère régulier du dossier

Le dossier de réexamen présente une comparaison des activités de la société DERICHEBOURG - REVIVAL au BREF WT.

Le dossier de réexamen est complet et régulier.

4. Le rapport de base / La justification de non-remise d'un rapport de base

Par courrier du 9 octobre 2018, l'inspection des installations classées a acté que le contenu du rapport de base transmis inclus les chapitres proposés par le guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la Directive IED.

Toutefois, l'inspection des installations classées rappelait par courrier du 12 octobre 2020 que le chapitre 2 : recherche, compilation et évaluation des données disponibles se limitait aux données disponibles sur les bases de données BASIAS et BASOL, alors que le but de cette étape est de compiler les données existantes, qui n'ont pas été exploitées dans le rapport de base.

5. Conformité aux MTD

Les dispositions des arrêtés préfectoraux applicables à l'installation, complétées par celles de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susmentionné intègrent les exigences fixées par les MTD. En effet elles comprennent :

- des valeurs limites d'émission concernant les substances polluantes émises dans l'eau et dans l'air ;
- des prescriptions en matière de surveillance des émissions dans l'eau et dans l'air et des émissions sonores et des odeurs, spécifiant la méthode de mesure, la fréquence des relevés et la procédure d'évaluation et la transmission des résultats,
- les mesures relatives à la surveillance et à la gestion des déchets ;
- les prescriptions garantissant la protection des eaux souterraines, concernant notamment les moyens nécessaires à l'entretien et à la surveillance périodique des mesures prises afin de garantir cette protection,
- les mesures relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation et l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt.

Elles comportent également la mention des rubriques 3000 de la nomenclature, de la rubrique principale et des conclusions sur les meilleures techniques disponibles mentionnés au point 1 (situation administrative) du présent rapport, conformément à l'article R.515-61 du code de l'environnement.

L'exploitant a effectué la comparaison des conditions actuelles d'autorisation par rapport aux documents de référence concernant son activité, notamment le BREF WT (traitement des déchets). Cette comparaison a montré que le respect des conditions d'autorisation actuelles complétées par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 permettent à l'exploitant d'être conforme aux conclusions du BREF WT.

L'inspection considère que la conclusion du réexamen présenté ne nécessite pas d'actualiser les prescriptions de l'arrêté d'autorisation. Le réexamen des conditions d'autorisation de cette installation n'entre pas dans le cadre des dispositions de l'article L.515-29 du code de l'Environnement (mise à disposition du public).

La demande de dérogation concernant les fréquences de mesure n'est pas retenue. Le rejet étant effectué dans le milieu naturel, l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 ne le permet pas.

6. Conclusion générale et propositions

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet d'acter le réexamen.

L'inspection considère que le réexamen présenté tient compte des meilleures techniques disponibles et qu'il n'est pas nécessaire d'actualiser les prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Le dossier de réexamen n'est pas soumis à enquête publique ou à consultation du public.

L'examen des dossiers conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

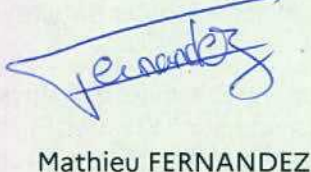
Conformément à l'article R.515-73-II, il est proposé de notifier cette conclusion à l'exploitant. Il est également proposé de rappeler à l'exploitant les dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 qui lui sont applicables depuis le 17 août 2022, à savoir les annexes 1, 2, 3.1 et 3.2.

Rédacteur
L'inspecteur de
l'environnement,



Matthieu JEAMBEAU

Vérificateur
L'inspecteur de
l'environnement,



Mathieu FERNANDEZ

Approbateur
Pour la directrice et par
délégation,
L'adjointe au chef de l'unité
départementale



Sophie PIERRET